Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 87 (1942)
Heft: 2

Artikel: Réflexions sur la campagne de France
Autor: Bauer, E.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-342103

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

87e année No 2 Février 1942

REVUE MILITAIRE SUISSE

Pour la Suisse :
1 an fr. 12.— ; 6 mois fr. 7.—
3 mois fr. 4.—

ABONNEMENT

Prix du numéro : fr. 1.50.

Pour l'Etranger :
1 an fr. 15.— ; 6 mois fr. 9.—
3 mois fr. 5.—

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
Avenue de la Gare 33, Lausanne Compte de chèques post. II. 5209

ANNONCES : Société de l'Annuaire Vaudois S. A. — Rue Neuve, 1 — Lausanne

Réflexions sur la campagne de France

Effectifs et manœuvre.

On a dit et répété jusqu'à la satiété, et nous-même aussi dans nos chapitres précédents, que l'armée française avait perdu cette présente guerre, au bout d'une courte et tragique campagne de six semaines, faute d'avoir possédé, le jour de la bataille, les moyens aériens, blindés et motorisés capables de contre-balancer la redoutable puissance de choc et de destruction des *Panzerdivisionen* et de la *Luftwaffe*.

Dans les premières parties de cette étude, nous nous sommes efforcé d'analyser les causes, la nature et les effets de cette infériorité matérielle. La cause est donc entendue, et il n'y a plus à y revenir. Presque sans aviation d'attaque et ne disposant que d'une aviation de défense nettement insuffisante, les armées du général Gamelin allaient, dès le début de l'ac-

tion, être privées de leurs deux principaux atouts : l'incontestable supériorité de leur artillerie, et la possibilité de manœuvrer par route et par chemin de fer.

D'autre part, la doctrine périmée et paradoxale où s'était confiné le haut-commandement français, touchant l'emploi tactique et stratégique de l'arme cuirassée allait encore multiplier par trois ou par quatre l'infériorité originelle des armées de la République, en cette matière. Il semble, en effet, que le maréchal von Brauchitsch ait jeté 10 à 12 *Panzerdivisionen* dans la mêlée, soit 5 à 6000 chars légers, moyens et lourds, pour ne parler que des seuls engins chenillés. Or, selon M. Raymond Recouly, dont nous avons déjà cité la substantielle étude, le général Gamelin disposait, le 10 mai 1940, de 3580 chars, se décomposant en 2550 chars légers, 650 chars moyens et 380 chars lourds, si l'on ne tient pas compte de 500 vieux Renault, tout à fait démodés [1] ni des engins périmés du corps expéditionnaire britannique, parmi lesquels 23 chars seulement pouvaient passer pour modernes [2].

En fait, comme le montre encore M. Recouly, cette infériorité était plus grave que ne laissent apparaître les proportions de 4 à 5 ou de 4 à 6, car l'arme blindée allemande était beaucoup plus richement dotée que sa rivale en engins moyens et lourds. Mais ce qui constitua indubitablement la cause première du désastre, ce fut surtout le mauvais emploi que firent les Français de leurs trop faibles moyens mécaniques. Le 10 mai 1940, on ne trouve pas plus de 1255 chars endivisionnés, soit 600 pour l'ensemble des quatre divisions cuirassées, dont les deux premières seules étaient complètement constituées, 480 pour les trois divisions légères mécaniques, 175 pour les cinq divisions de cavalerie. Le reste, soit 2325 chars, était réparti par bataillons aux corps d'armée et aux armées, tout le long du front, et ces 28 bataillons ne furent

[1] Raymond Recouly : *op. cit.*, p. 56.

[2] Cyril Falk : *Lord Gort despatches ; Illustrated London News*, numéro du 25.10.41, p. 522.

engagés qu'au fur et à mesure de leur transport et par petits paquets.

Le 15 mai, aux 7 divisions blindées du colonel-général von Kleist, les Français ne purent opposer que la 1re division cuirassée qui fut taillée en pièces dans la région d'Ermeton, au sud de Namur [1] et la 3e qui fut jetée dans la brèche de Sedan et qui, sous les ordres du valeureux général Huntziger, participa aux furieux combats de la lisière Nord de l'Argonne ; 300 chars contre 3500 ! Le lendemain, la 2e division cuirassée s'installait sur les ponts de l'Oise, avec la mission d'interdire à l'ennemi qui poussait vers l'ouest, le passage de cette rivière [2]; on comprendra aisément qu'à l'effectif de 150 chars, d'un bataillon de chasseurs portés, de 6 batteries de canons de 7,5 cm. et de 3 batteries de 10,5 cm. motorisés, cette malheureuse division n'ait pas pu s'acquitter avec succès de la tâche qui lui était impartie...

Trop peu nombreuses, trop faiblement outillées, les divisions cuirassées françaises, malgré de généreux sacrifices, n'ont pas pesé dans la bataille. De formation trop récente, de trop rares manœuvres d'ensemble ne leur avaient pas donné la cohésion nécessaire pour affronter le combat avec quelque chance de succès. Formés de bric et de broc, leurs états-majors n'ont pas toujours fonctionné sans frottement ; particulièrement on a constaté de fréquents et de graves mécomptes en matière de ravitaillement en combustible. Quant à leurs chefs, on notera que trois sur quatre durent être démontés de leur commandement. Manque d'organisation, défaut de prévoyance au G. Q. G. de Vincennes. Et l'on avait sous la main un grand soldat, comme le général Buisson, qui dut attendre jusqu'au 21 mai pour recevoir le commandement de la 3e division cuirassée et qui ne put dès lors, mais de la manière la plus glorieuse, que sauver l'honneur de ses étendards !

[1] Pierre Tély : *La percée de la Meuse* ; *Candide*, numéro du 25.12.40.

[2] *** : *Les opérations militaires sur le front occidental* ; *Le Temps*, numéro du 7.11.40.

* * *

Mais encore ne convient-il pas de s'appesantir uniquement sur les causes matérielles des revers de l'armée française. Il reste à montrer — et c'est peut-être un des aspects les plus méconnus chez nous de cette fulgurante campagne de 45 jours — que si les Allemands l'ont emporté à ce point et dans un pareil délai, c'est qu'ils avaient réussi à mettre de leur côté, non seulement la supériorité des effectifs, non seulement la supériorité du matériel blindé et de l'arme aérienne, non seulement la supériorité dans le maniement tactique et stratégique de ces moyens nouveaux, mais encore et surtout, vivifiant la masse et la machine, une très nette supériorité de conception et de manœuvre.

Ici les droits de l'histoire un peu méconnus dans cette mêlée mécanisée peuvent être revendiqués à juste titre. On revient, ce faisant, à la partie immortelle et immuable de l'art de la guerre, le duel du maréchal von Brauchitsch et du général Gamelin nous ramenant aux rencontres historiques des Frédéric et des Soubise, des Napoléon et des Mack, des Moltke et des Bazaine, des Joffre et des Moltke junior.

Si le commandant en chef des armées françaises de cette dernière guerre avait disposé de moyens matériels équivalents à ceux qui équipaient la *Wehrmacht*, nul doute, cependant, que la médiocrité de ses conceptions stratégiques n'eût coûté à la France de dures épreuves, de cruels sacrifices territoriaux et un pénible redressement, tant était grande la supériorité de la manœuvre stratégique de son adversaire. Avec ce que le général Gamelin avait sous la main, seul un ensemble de dispositions initiales, marquées au coin du génie de l'Empereur Napoléon, eût été capable de conjurer la catastrophe, car à l'époque de la *Panzerdivision* et du bombardier-piqueur, plus encore qu'à celle de Moltke l'ancien, on ne rattrappe pas au cours de la campagne les erreurs de la concentration.

Ce faisant nous pénétrons au cœur du problème posé par le désastre de l'armée française et ici nous nous permettons encore de solliciter l'indulgence du lecteur pour cet essai de synthèse provisoire qui se ressent, comme il est naturel, des lacunes de notre documentation, et qui réclamerait, pour devenir une œuvre définitive, de nombreux correctifs et additifs. On nous passera aussi l'immodestie qu'il y a de notre part, à manier ces matières si délicates de la stratégie, mais encore nous préférons que l'on taxe notre présomption que notre timidité d'esprit et notre paresse intellectuelle. Aussi bien, n'hésiterons-nous pas à mettre noir sur blanc les idées qui nous viennent à ce propos, ne serait-ce que pour provoquer chez le lecteur bénévole la réflexion et la discussion, car c'est, en réalité, dans une méditation soutenue de ces problèmes que réside l'essence de toute préparation à la guerre.

A cet effet deux ordres de questions sont à considérer : le premier touchant les effectifs, le second touchant les manœuvres, car il n'y a pas, pour ainsi dire, de stratégie *in abstracto*. Tout l'art de la guerre consiste, effectivement, à proportionner ses moyens à ses fins et, réciproquement, à viser des objectifs pour la conquête desquels on dispose des troupes et des matériels nécessaires.

* * *

Géographiquement, démographiquement, politiquement, le problème de la guerre franco-allemande, depuis la chute de Napoléon, a toujours opposé aux réflexions du haut-commandement français tout un complexe de difficultés redoutables. Aux approches de la guerre de 1939, la solution favorable de ce problème était devenue plus difficile encore, puisqu'il s'agissait pour une armée issue d'une nation de 42 millions d'habitants, d'en battre une autre alimentée par une population deux fois plus nombreuse et par une industrie passablement plus puissante. D'autant plus que le gouvernement français imposait à l'action du haut-commandement des servitudes

internationales que n'ont eu à subir ni les Schlieffen, ni les Moltke junior, ni les Keitel, ni les Brauchitsch.

Ce redoutable problème des effectifs ne pouvait être résolu favorablement que si l'on pouvait tabler sur une coalition, pareille à celle qui, au bout de quatre ans d'efforts, finit par triompher de l'Allemagne et de ses alliés. Or si, dans les calculs de l'état-major français, la Pologne prenait la place de l'ancienne Russie d'Alexandre III et de Nicolas II, elle ne devait pas la conserver plus de trois semaines. D'autre part, l'Italie, dès l'abord, pouvait être rangée parmi les adversaires éventuels de la France, ce qui montre, sans contredit, que la diplomatie du Quai d'Orsay, entre 1920 et 1939, ne fut pas aussi habile qu'elle l'avait été entre 1902 et 1914. Question de gouvernement ou d'absence de gouvernement, les affaires étrangères ne tenant aucun compte des nécessités de la défense nationale. D'où, le 10 mai 1940, déficit de l'état-major de l'armée des Alpes, de deux états-majors de corps d'armée (14e et 15e) et de leurs éléments organiques, de quatre divisions d'infanterie (64e, 65e, 66e D.I., 2e D.I.C.) et d'une brigade de spahis [1]. Et l'on ajoutera encore à ce total 2 ou 3 divisions nord-africaines, destinées à opérer en liaison avec le général Wavell, sur les confins occidentaux de la Tripolitaine. L'on serait, enfin, en droit de tenir compte des milliards qui furent dépensés, entre le Petit Saint-Bernard et Menton, pour fortifier une frontière qu'une diplomatie plus habile et plus ménagère des intérêts véritables de la nation, aurait pu suffire à couvrir. L'on se demande un peu partout pourquoi la ligne Maginot s'arrêtait à la hauteur de Montmédy ; voilà une première réponse à cette question.

En juillet 1914, sans cesser pour cela de faire régner un ordre parfait au Maroc, le général Lyautey avait été dans le cas d'envoyer à Joffre toutes les troupes que celui-ci demandait ; la politique violemment hostile au général Franco des

[1] *** : *La bataille des Alpes* ; *Revue militaire suisse*, numéro de novembre 1941, p. 553.

Léon Blum, des Paul Reynaud et des Paul-Boncour contraignit le général Noguès à se montrer beaucoup plus circonspect. Là encore, en raison de l'action et de la carence du Quai d'Orsay, on fut forcé, dans l'éventualité d'une nouvelle campagne du Rif, de retenir des forces et du matériel loin du théâtre principal des opérations. Enfin pour encourager ou pour étayer les bonnes dispositions des Etats de l'Entente balkanique, à l'endroit de la cause alliée, il parut avantageux de constituer, à l'effectif d'une douzaine de divisions, une armée de Syrie qui, comme on le sait, fut placée sous les ordres du général Weygand.

Que l'on tienne compte encore de la division d'infanterie légère du général Béthouard qui débarqua dans le fjord de Narvik au début de mai 1940, et l'on arrive ainsi au total de 21 divisions pour l'ensemble des théâtres extérieurs d'opérations, quand le général Georges, entre Dijon et Dunkerque disposait de 80 divisions d'infanterie, en comprenant dans cet effectif 13 divisions de forteresse, incapables, faute de trains, de toute manœuvre offensive [1]. Ces détachements absorbaient donc plus du cinquième des grandes unités de l'armée française. C'est beaucoup, mais pouvait-on faire à moins ? Il est difficile de trancher une pareille question par oui ou par non. On se bornera à faire remarquer que Joffre, Foch et Pétain ont connu, eux aussi et supporté la servitude de l'armée d'Orient. Quant au reste, le général Gamelin est en droit de rejeter sur l'absurde politique du « Front populaire » la responsabilité de cette fâcheuse dispersion de ses forces, mais, ne disposant pour les opérations du Nord et du Nord-Est que de 67 divisions françaises, capables de faire mouvement, il aurait dû lui apparaître dès l'abord qu'une manœuvre comme celle de la Dyle, comportait un grave, sinon même un mortel danger.

Comme en 1914, la France pouvait compter, par contre,

[1] Henry Bidou : *Une bataille de quarante-cinq jours* ; *Sept Jours*, N° 1 du 6.10.40, pp. 2 et 3.

sur la participation de son alliée britannique à une éventuelle campagne terrestre. Ainsi qu'il appert d'une note du général Lelong, attaché militaire de la République à Londres, dont un long et intéressant extrait a été publié dans le *Livre Blanc* que le gouvernement du Reich a consacré aux archives du G.Q.G. français, retrouvées par les Allemands à la Charité-sur-Loire [1], la question de cette participation britannique fut définitivement mise au point entre les deux gouvernements intéressés et leurs états-majors, au cours de conférences qui se tinrent dans la capitale anglaise, entre le 24 avril et le 4 mai 1939.

D'après le rapport du général Lelong au général Gamelin, en date du 5 mai, l'armée régulière britannique, soit 4 divisions d'infanterie et 2 divisions « mobiles », c'est-à-dire motorisées, devait passer la Manche, sous les ordres du général Gort, dans un délai de six semaines, à partir de l'ouverture des hostilités. Du 4e au 6e mois de guerre, le gouvernement envisageait le transport, « là où il serait nécessaire », d'une première tranche de 10 divisions territoriales. Enfin les 16 dernières divisions territoriales deviendraient disponibles pour les opérations continentales, entre le 9e et le 12e mois. C'étaient donc 32 divisions, en tout et pour tout, que la Grande-Bretagne mettait à la disposition de la nation alliée. Mais encore, disait le rapport précité, l'emploi des divisions territoriales ne faisait l'objet d'aucun engagement ferme : *il serait fixé, après consultation du gouvernement français, « au mieux des intérêts de la cause commune prise dans son ensemble.* » Et, excipant de cette réserve, le gouvernement britannique n'avait en France, le 10 mai 1940, que 10 divisions, au lieu des 16 que laissait espérer la note du général Lelong.

Ce qui frappera d'emblée le lecteur impartial, c'est assurément la modicité de cette participation britannique, et c'est la lenteur de sa mise en action. Contrairement à certaines

[1] *Auswärtiges Amt*, Livre blanc, N° 6 : *Les documents secrets de l'Etat-major français*, pp. 17-20.

allégations qui courent encore dans le public mal renseigné, ni M. Neville Chamberlain, ni M. Hore-Belisha, ni son successeur au *War office* ne firent rien pour éluder les engagements qu'ils avaient souscrits, mais ils ne firent rien de plus. Aussi bien l'armée de Lord Gort qui, au départ, avait à peu de chose près les mêmes effectifs que celle de sir John French, ne subit-elle pas, bien loin de là, un développement aussi rapide. Le 15 août 1914, le corps expéditionnaire britannique comptait 4 divisions d'infanterie, une division de cavalerie et 2 brigades montées [1], le 15 avril suivant, en dépit des affaires de Mons, du Cateau-Cambrésis, de la Marne et de la sanglante bataille d'Ypres, le maréchal French réunissait sous ses ordres 6 corps d'armée, soit 144 bataillons d'infanterie, et 5 divisions de cavalerie, faisant au total 450 000 hommes, dont 340 000 au front [2]. Or, comme nous venons de le dire, le jour de l'offensive allemande, le général Gort ne disposait encore, entre la Lys et l'Escaut, que de 9 divisions d'infanterie à 9 bataillons, la 51e division territoriale se trouvant en secteur dans la région de Sierck, et le tout ne faisant pas plus de 250 000 hommes [3].

Ainsi qu'on l'a vu tout à l'heure, la participation de la Grande-Bretagne aux hostilités terrestres était limitée, sur le front occidental, au maximum de 32 divisions qui devaient débarquer sur le continent dans le délai d'une année. Lors de la précédente guerre, l'Angleterre et ses Dominions avaient fourni un effort beaucoup plus considérable, puisque, le 1er décembre 1915, au sortir des durs combats de Loos, soit 16 mois après la déclaration de la guerre, sir Douglas Haig avait sous ses ordres 36 divisions à 12 bataillons [4]. En février

[1] *Histoire de la guerre mondiale*, t. I. Général Duffour : *Joffre et la guerre de mouvement*, p. 109.

[2] *Histoire de la guerre mondiale*, t. II. Général Daille : *Joffre et la guerre d'usure*, p. 110.

[3] Cyril Falk : *op cit.*

[4] *Histoire de la guerre mondiale*, t. II. Général Daille : *Joffre et la guerre d'usure*, p. 252.

1918, malgré les sacrifices si généreusement consentis par l'élite de la nation sur les champs de bataille de la Somme, de l'Artois et des Flandres, le généralissime anglais commandait encore à 58 divisions du type ternaire, réparties en 5 armées [1].

Mais ce sont bien là justement les exemples dont le gouvernement et l'opinion britanniques entendaient ne pas s'inspirer, aux approches de la nouvelle guerre mondiale. Suivant les conseils que leur prodiguait dans les colonnes du *Times*, le fameux capitaine Liddell Hart, les Anglais avaient la ferme volonté de ne pas exposer, pour la seconde fois en un quart de siècle, un million de leurs jeunes compatriotes à la mort et à la mutilation. Mieux valait se contenter de la domination des mers, du blocus et de quelques diversions « amphibies » telles que les définissait l'augure militaire du grand journal de la *City*.

Reste à voir toutefois, si, M. Stanley Baldwin ayant proclamé dans un célèbre discours : « notre frontière est sur le Rhin », l'Angleterre, dès le 7 mars 1936, se mit en mesure de couvrir et de défendre, avec des forces adéquates, cette frontière qu'elle revendiquait pour la sienne. On en doute et l'on peut se demander, tout au contraire, si, dans l'état de faiblesse et de désarmement où l'avait mise la politique de ses cabinets conservateurs et travaillistes, cette maigre contribution de 32 divisions ne représentait pas tout ce que, de bonne foi, elle pouvait offrir à la France, avec 23 chars modernes.

Nous n'avons pas les éléments d'information nécessaires pour nous décider en cette alternative, mais ce qui s'élève au-dessus de toute contestation et ce qui engage lourdement leur responsabilité vis-à-vis de l'histoire, c'est que, lors des conversations militaires du printemps 1939, M. Edouard Daladier et le général Gamelin n'aient pas défendu avec plus

[1] *Histoire de la guerre mondiale*, t. IV. Général Tournès : *Foch et la victoire des Alliés*, pp. 50-51.

d'autorité et plus d'âpreté le point de vue de la France. On ne saurait les excuser de la faiblesse avec laquelle ils souscrivirent aux clauses d'un arrangement léonin et qui allait, une fois de plus, mettre sur le dos des Français presque tout le poids des hostilités terrestres. En vérité, malgré toute sa bonhomie de façade, ce n'est pas de cette manière négligente, pour ne pas dire plus, que Joffre traitait ces sortes d'affaires avec ses alliés britanniques.

Une autre lacune doit être relevée dans les arrangements franco-britanniques, ce fut celle du haut-commandement interallié qui, comme devait le démontrer l'expérience du champ de bataille fut des plus mal réglés, et plus mal encore qu'en août 1914. En 1940, nous a-t-on dit, le corps expéditionnaire britannique relevait directement de l'autorité du général Gamelin ; ainsi, tout en combattant au milieu du Groupe des Armées du Nord (G. A. 1.), échappait-il dans une certaine mesure au contrôle de son commandant, ainsi qu'à celui du général Georges. Particularisme insulaire ? On l'a dit en France, mais, de son côté, lord Gort s'est plaint d'avoir été, plusieurs jours durant, après la rupture de la Meuse, laissé sans instructions et sans renseignements par le général Billotte. Or, si le fait est exact — et il a bien des chances de l'être — il est peu croyable que l'ardent commandant du G. A. 1 ait oublié de la sorte son collègue britannique... Nous aurons à revenir sur ce grave problème quand nous traiterons de l'armée française et de la manœuvre de la Dyle, mais on peut dire, d'ores et déjà, que cette superposition de G. Q. G. s'est montrée des plus nuisibles à l'exercice normal et rapide du haut-commandement.

* * *

Les autorités politiques et militaires de la République française n'avaient donc fait valoir aucune objection digne d'être retenue contre les théories utopiques et paresseuses

où se complaisaient l'opinion publique et les milieux officiels de Grande-Bretagne. Le plus ingénument du monde, l'armée française se laissait mettre sur les épaules le poids principal des hostilités terrestres. Avait-elle les épaules assez larges et les reins assez solides pour assumer une charge aussi écrasante ? L'événement allait démontrer le contraire, mais on est en droit d'écrire qu'au mois d'août 1939, une appréciation raisonnable et prévoyante des divers éléments du bilan militaire de la France n'aurait jamais autorisé un pareil optimisme.

Même dans l'hypothèse d'opérations dans le style de 1918, même sans parler de l'inégale qualité des troupes et des cadres et même si, avec un robuste optimisme, l'on perdait de vue les importants déficits matériels qui existaient un peu partout, il aurait dû sauter aux yeux du général Gamelin et de ses collaborateurs que les errements de la dernière décade ne lui donneraient pas les effectifs suffisants pour s'acquitter avec succès de sa mission. Le 15 août 1914, le général Joffre lançait au-devant des Allemands 84 divisions d'infanterie, parmi lesquelles 47 divisions d'active à 12 bataillons, et 10 divisions de cavalerie [1]. Vingt-six ans plus tard, son malheureux successeur disposait de 80 divisions d'infanterie, de 4 divisions cuirassées, dont 2 seules au complet, de 3 divisions légères mécaniques et de 5 divisions légères de cavalerie [2], auxquelles venaient s'ajouter 10 divisions britanniques, mais dont il convient de déduire 13 divisions de forteresse incapables d'aucun mouvement. Par rapport à l'armée de 1914, renforcée par les 4 divisions d'infanterie de sir John French, le déficit de l'armée française de 1940 devait s'exprimer par une centaine de bataillons. Mais en ce qui concerne l'active, ce déficit était encore beaucoup plus considérable, les 31 divisions d'active du général Georges étant du type ternaire à 9 bataillons.

[1] *Histoire de la guerre mondiale*, t. I. Général Duffour : *Joffre et la guerre de mouvement*, p. 104.

[2] Henry Bidou : *op. cit.*

Que la Pologne s'effondrât prématurément, et l'on ne voit pas pourquoi cette hypothèse n'entra pas en ligne de compte dans les supputations de l'état-major français, et les Anglais ne traversant le Canal qu'au compte-gouttes, l'on allait se trouver dans un état d'infériorité numérique marqué vis-à-vis de l'adversaire. Car, si, pour donner du cœur aux badauds, on autorisait la presse officieuse à répéter la vieille antienne : « l'Allemagne manque de cadres », on était infiniment mieux renseigné, croyons-nous, dans les milieux du haut-commandement sur les vraies possibilités de développement de la *Wehrmacht*. Dans tous les cas, au mois de janvier 1940, au G. Q. G de Vincennes, on estimait à quelque 125 divisions d'infanterie et à une bonne douzaine de divisions blindées, les forces que le chancelier Hitler pourrait jeter dans la bataille, dès le retour du printemps. Comme à son ordinaire, le 2e Bureau du général Gamelin ne se trompait guère dans ses appréciations, et c'est le moment où son 3e Bureau abandonnait la manœuvre de l'Escaut, jugée trop timide, pour se jeter à corps perdu, avec 40 divisions franco-britanniques dans l'aventure de la Dyle. En vérité quelle contradiction ! Quelle puissance de l'illusion ! Quel désir déraisonnable de façonner l'implacable réalité à toutes les fantaisies de l'optimisme !

Les effectifs trop maigres de l'armée française auraient pu être grossis, au cours de la campagne, par une énergique politique de recrutement, d'encadrement et d'instruction. C'est ce que l'on avait vu, lors de la précédente guerre, où malgré les pertes affreuses de Charleroi, de la Marne, de l'Yser et les coûteuses offensives d'Artois et de Champagne, les effectifs du général Joffre se grossissaient d'une cinquantaine de divisions en 16 mois, passant de 84 divisions d'infanterie, le 15 août 1914 à 134 divisions, dont 37 territoriales, au 1er décembre 1915[1]. Les pertes en tués durant les huit premiers mois de la guerre n'atteignirent pas 10 000 hommes et pour-

[1] *Histoire de la guerre mondiale*, t. II. Général Daille : *Joffre et la guerre d'usure*, p. 252.

tant, depuis le moment de la concentration jusqu'à l'heure de l'offensive allemande, le général Georges ne reçut pas d'autres renforts que les 7 divisions, prélevées fin septembre 1939 sur l'armée des Alpes [1], et les 2 divisions cuirassées organisées durant l'hiver.

A notre connaissance, il devait se trouver à l'instruction, dans les camps de l'intérieur, une dizaine de divisions d'infanterie légère, à 2 régiments, 2 divisions cuirassées et 3 ou 4 divisions d'infanterie polonaises, mais aucune de ces grandes unités ne monta en ligne avant la rupture de la Meuse. Aurait-on pu faire plus et surtout plus vite ? Là encore nous éviterons de nous prononcer catégoriquement. N'oublions pas, en effet, la pauvreté en cadres actifs et en matériels de tous genres de l'armée française. Avant d'équiper de nouvelles divisions, il s'agissait premièrement de compléter les déficits constatés dans les unités déjà en ligne. Puis, seconde conséquence des regrettables négligences de l'avant-guerre, il s'agissait aussi de pousser en toute hâte les fabrications de guerre, d'où le nombre impressionnant des « affectés spéciaux » qui ne commencèrent à décimer les effectifs français de l'autre guerre qu'à partir de 1916. Que l'on songe, à ce propos, que, selon le témoignage de M. André Maurois, les seules usines Renault retenaient loin du front plus de 16 000 ouvriers, soit la valeur d'une division d'infanterie [2]. Enfin, encore que nous n'ayons pas de données statistiques à ce sujet, il est possible qu'avec 42 millions d'habitants en 1939 au lieu de 40 en 1914, les classes d'âge capables de porter les armes, aient été moins fournies qu'au temps de Joffre et de Pétain. Conséquence de la guerre précédente, mais conséquence aussi de l'indifférence portée par le régime à toute politique prévoyante en matière de démographie.

[1] 27e, 28e, 29e, 30e D.I.A., 31e et 63e D.I., 1re D.I.N.A. ; E.M. du 16e C.A. (voir à ce propos l'article cité de *** : *La bataille des Alpes* ; *Revue militaire suisse*, numéro de novembre 1941, p. 540.

[2] André Maurois : *Tragédie en France.*

Comme on voit, l'heure H n'avait pas encore sonné que la situation de l'armée française vis-à-vis de la *Wehrmacht* se trouvait singulièrement compromise, faute des effectifs suffisants pour lui tenir tête. Aussi bien peut-on penser que l'objectif principal de cette singulière manœuvre de la Dyle qui allait provoquer la catastrophe, était finalement d'agglomérer à l'ordre de bataille des alliés franco-britanniques, les 22 divisions de l'armée belge, voire même les quatre corps d'armée de la reine Wilhelmine. Somme toute, une manière de concentration sur le champ de bataille, manœuvre que le Grand Empereur, dans toute sa gloire, n'a jamais recommandée. Le général Gamelin pouvait-il espérer réussir mieux que son illustre devancier ? L'inconnue de la résistance des Belges et des Néerlandais qu'il était impossible de chiffrer avec exactitude, aurait dû, ce semble, décourager tant d'audace, mais, à coup sûr, si l'on s'avisait d'engager une pareille partie, il aurait fallu risquer le tout pour le tout, et engager, au lieu de 40, au moins 60 divisions entre la Meuse de Sedan et les bouches de l'Escaut.

Témérité dans la conception, timidité dans l'exécution, voilà ce qui a précipité l'armée française aux abîmes, comme nous essayerons de le prouver dans une prochaine et dernière chronique.

Cap. Ed. BAUER.